

Règlement

De la commune de Châtel-sur-Montsalvens

relatif à la gestion des déchets

L'Assemblée communale

Vu la loi du 13 novembre 1996 sur la gestion des déchets (LGD) (RSF 810.2) ;
Vu la loi du 25 septembre 1980 sur les communes (LCo) (RSF 140.1) ;
Vu le règlement du 20 janvier 1998 sur la gestion des déchets (RGD) (RSF 810.21) ;
Vu l'ordonnance fédérale du 16 décembre 1985 sur la protection de l'air (OPair)
(RS 814.318.142.1) ;

Edicte :

CHAPITRE PREMIER

Dispositions générales

Objet	<p>Article premier</p> <p>¹ Le présent règlement a pour but d'assurer, sur le territoire communal, la gestion des déchets dont l'élimination incombe à la commune.</p> <p>² La commune fait partie de l'entente intercommunale pour la collecte et l'évacuation des déchets urbains de la Vallée de la Jogne.</p>
Tâches de la commune	<p>Article 2</p> <p>¹ La commune élimine les déchets urbains, les déchets de la voirie communale, les déchets des stations publiques d'épuration des eaux et ceux dont le détenteur est inconnu ou insolvable.</p> <p>² Elle encourage toute mesure de réduction des déchets et informe la population sur leur gestion.</p> <p>³ Elle participe, conformément à la législation, à d'autres tâches relatives à l'élimination des déchets.</p>
Surveillance	<p>Article 3</p> <p>La gestion des déchets sur le territoire communal est placée sous la surveillance du Conseil communal.</p>

- Information **Article 4**
Le Conseil communal informe la population sur les questions relatives aux déchets, en particulier sur les possibilités de réduction et de valorisation des déchets, sur le service de collecte, sur les collectes sélectives, sur les catégories de déchets et sur leurs caractéristiques.
- Interdiction de dépôt **Article 5**
¹ Sous réserve d'accords intercommunaux (art. 107ss LCo), seuls les déchets produits sur le territoire communal peuvent être déposés dans les installations d'élimination désignées à cet effet par le Conseil communal.
² Les déchets urbains et les déchets de compositions analogues, comprenant les ordures ménagères, peuvent être déposés dans toutes les communes de l'entente intercommunale.
³ Il est interdit de jeter ou de déposer des déchets en dehors des installations d'élimination autorisées. Le compostage des déchets dans des installations individuelles fait exception.

CHAPITRE II

Elimination des déchets

A) Déchets urbains

- Définitions **Article 6**
¹ On entend par déchets urbains les déchets produits par les ménages, ainsi que les autres déchets de composition analogue. Ils doivent être régulièrement éliminés pour des motifs de salubrité.
² En raison de leur taille, de leur poids ou de leur volume, les déchets urbains peuvent prendre la forme de déchets encombrants à collecter séparément. Ils peuvent aussi faire l'objet d'une évacuation privée au frais de leur propriétaire.
- Valorisation **Article 7**
Les déchets urbains valorisables tels que les vieux papiers, les verres perdus, les métaux, les textiles ainsi que d'éventuels autres déchets sont présentés à la collecte ou apportés au poste de collecte selon les prescriptions du Conseil communal.
- Déchetterie **Article 8**
¹ Le Conseil communal assure l'exploitation de la déchetterie.
² Il règle les conditions d'accès à la déchetterie et en organise la surveillance.
- Déchets verts **Article 9**
¹ Dans la mesure du possible, les déchets verts doivent être compostés par leur détenteur dans des installations de compostage individuelles ou de quartier.

² La commune encourage et soutient, par des mesures d'accompagnement, le compostage individuel ou de quartier.

³ Elle achemine les déchets verts non valorisés vers une installation autorisée.

⁴ La commune fait partie d'une convention intercommunale avec la commune de Crésuz pour l'élimination des déchets verts.

Organisation
de la collecte

Article 10

¹ Le Conseil communal organise le ramassage des déchets urbains et en fixe les modalités ; il peut exclure certains objets de la collecte.

² Les ordures ménagères non valorisées sont déposées dans des sacs officiels mis à disposition par les communes de la vallée de la Jogne. Ces sacs doivent ensuite être déposés dans les conteneurs prévus à cet effet, conformément aux prescriptions du Conseil communal.

³ Les déchets encombrants font l'objet d'une collecte séparée dont les modalités sont définies par le Conseil communal.

⁴ L'entreposage des déchets urbains en vrac sur le domaine public est interdit.

Incinération
des déchets
naturels

Article 11

¹ L'incinération en plein air de déchets naturels provenant des forêts, des champs et des jardins est interdite. Font exception les déchets naturels des forêts, des champs et des jardins qui sont suffisamment secs pour que leur incinération n'émette pratiquement pas de fumée (art. 26b al. 1 OPair).

² Le Conseil communal peut limiter ou interdire l'incinération de déchets naturels à certains endroits, si des immissions excessives sont à craindre (art. 26b al. 3 OPair). Pour ce faire, le Conseil communal publie une information officielle définissant précisément ces endroits.

³ Les dispositions plus restrictives de la législation sur la police du feu et la protection contre les éléments naturels sont réservées. Pour l'incinération en plein air de déchets naturels provenant des forêts, l'article 33a du règlement du 11 décembre 2001 sur les forêts et la protection contre les catastrophes naturelles est applicable.

B) Déchets particuliers

Généralités

Article 12

Le Conseil communal peut proposer la collecte de certains déchets particuliers et en fixer les modalités.

CHAPITRE III

Financement

A) Dispositions générales

Principes
généraux

Article 13

¹ La commune assure le financement du service public d'élimination des déchets dont l'élimination lui incombe. Elle dispose à cet effet :

- des taxes d'élimination (taxes de base et taxes proportionnelles)
- des recettes de la vente des matières valorisables récupérées
- des recettes fiscales
- des émoluments

² Les frais d'acquisition de sacs, de conteneurs privés et les autres frais occasionnés par la présentation des déchets en vue de leur collecte sont à la charge des usagers. La collecte des déchets dont la commune refuse leur prise en charge est aussi à la charge des usagers.

Emoluments

Article 14

Un émoulement est perçu pour les contrôles faisant suite à une contestation et pour les prestations spéciales que l'administration communale n'est pas tenue d'exécuter en vertu du présent règlement. Le tarif horaire est de Fr. 100.-.

Principes régissant le calcul des taxes

Article 15

¹ Les taxes sont déterminées de manière à permettre la couverture minimum de 70 % des dépenses occasionnées par les frais d'information, de fonctionnement (frais d'exploitation et frais financiers) du service de collecte et des équipements d'élimination des déchets.

² Le 50 % au moins des recettes des taxes provient des taxes proportionnelles.

³ Le montant des taxes tient compte des coûts de gestion ; il doit contribuer à réduire les quantités totales de déchets, à favoriser la valorisation et à assurer un traitement respectueux de l'environnement.

⁴ Pour tenir compte de certaines situations sociales, la commune peut prendre des dispositions spéciales.

⁵ Les taxes prévues dans le présent règlement s'entendent hors taxe sur la valeur ajoutée (TVA). En cas d'assujettissement de la commune à la TVA, les montants figurant dans le présent règlement sont majorés en conséquence.

Règlement d'exécution

Article 16

Dans les limites fixées par l'Assemblée communale, le Conseil communal fixe dans le règlement d'exécution :

- les déchets acceptés dans ses installations
- les taxes d'utilisation
- les éventuelles taxes pour l'élimination des déchets particuliers
- les émoluments dus pour les prestations spéciales

Perception de la taxe de base

Article 17

La taxe de base est perçue annuellement auprès du détenteur de déchets.

Déchets non soumis à une taxe proportionnelle

Article 18

Les déchets valorisables qui sont apportés à la déchetterie de la commune font l'objet de collectes sélectives (déchets valorisables tels que le verre, le papier ou la ferraille) et ne sont pas soumis à une taxe proportionnelle.

Déchets exclus de la collecte **Article 19**
¹ Seuls les sacs poubelles officiels de la vallée de la Jogne peuvent être déposés dans les conteneurs.
² Les déchets qui sont issus de construction, de rénovation ou de démolition d'un immeuble ne sont pas acceptés dans les installations communales. Le propriétaire de tels déchets devra se procurer un container et évacuer les matériaux à ses frais.
³ Le conseil communal se réserve le droit d'exclure d'autres déchets de la collecte.

Apports directs **Article 20**
En cas d'apports directs de grandes quantités de déchets urbains de l'industrie et de l'artisanat à des entreprises d'élimination des déchets, les frais de transport et les frais d'élimination seront directement acquittés par le remettant.

B) Types de taxes

a) Déchets urbains

Taxe d'élimination **Article 21**
La taxe d'élimination des déchets se compose d'une taxe de base et d'une taxe proportionnelle (taxe au sac).

Taxe de base **Article 22**
¹ La taxe de base couvre les frais de collecte et de transport, ainsi que ceux afférents aux collectes sélectives (mise en place des infrastructures, exploitation, renouvellement des installations, etc.).
² La taxe de base annuelle est fixée à :

- 60 francs par personnes majeures résidentes de la commune
- 160 francs par appartements affectés à titre de résidence secondaire
- 200 francs pour les commerces, les entreprises et les entreprises agricoles

Taxe au sac **Article 23**
¹ La taxe au sac est fonction de la capacité du sac.
² Les taxes au sac applicable sont décidées par le comité de l'entente intercommunale pour la collecte et l'évacuation des déchets urbains de la Vallée de la Jogne. Les taxes maximales suivantes sont applicables :
- le sac de 17 litres = 2.50
- le sac de 35 litres = 3.50
- le sac de 60 litres = 5.50

Conteneurs privés **Article 24**
¹ Les conteneurs privés ne font pas partie de la gérance de la commune et sont donc entièrement à la charge des propriétaires pour ce qui est de leur entretien et de l'élimination des déchets qui y sont contenus.

b) Déchets particuliers

Article 25

¹ Les dépenses afférentes à la collecte des déchets particuliers sont prises en charge par leur détenteur si la commune n'indique pas le contraire.

CHAPITRE IV

Intérêt moratoire, sanctions pénales et voies de droit

Intérêt moratoire **Article 26**
Toute taxe, contribution ou émolument non payé à l'échéance porte intérêt au taux de l'impôt sur le revenu et la fortune des personnes physiques.

Sanctions pénales **Article 27**
¹ Toute contravention aux articles 5 à 12 et à l'article 19 du présent règlement est passible d'une amende de 20 francs à 1'000 francs selon la gravité du cas.

² Le Conseil communal prononce les amendes en la forme de l'ordonnance pénale. Le condamné peut faire opposition par écrit auprès du Conseil communal, dans les 10 jours dès la notification de l'ordonnance pénale (art. 86 al. 2 LCo).

³ Les dispositions pénales du droit fédéral et cantonal en la matière restent réservées.

Voies de droit **Article 28**
¹ Les décisions prises par le Conseil communal, un de ces services ou un délégué de tâches communales concernant l'application du présent règlement sont sujettes à réclamation dans les 30 jours auprès du Conseil communal. Les réclamations doivent être écrites et contenir les conclusions et les motifs du réclamant.

² Lorsque la réclamation est rejetée en tout ou en partie par le Conseil communal, un recours contre cette décision peut être adressé au Préfet dans un délai de 30 jours dès sa communication.

³ Les voies de droit en matière pénale demeurent réservées (art. 86 al. 2 LCo).

CHAPITRE V

Dispositions finales

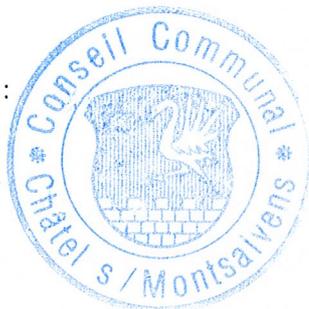
Abrogation **Article 29**
Le règlement du 18 avril 2000 relatif à la gestion des ordures ménagères et autres déchets, ainsi que toutes autres dispositions antérieures ou contraires au présent règlement sont abrogés.

Exécution **Article 30**
Le Conseil communal est chargé de l'exécution du présent règlement.

Entrée en vigueur **Article 31**
Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par la Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions.

Adopté par l'assemblée communale du 3 décembre 2014

Le(la) Syndic(que) :



Le(la) Secrétaire :



Approuvé par la Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions,
le 25 MARS 2015

Maurice Ropraz
Conseiller d'Etat, Directeur

